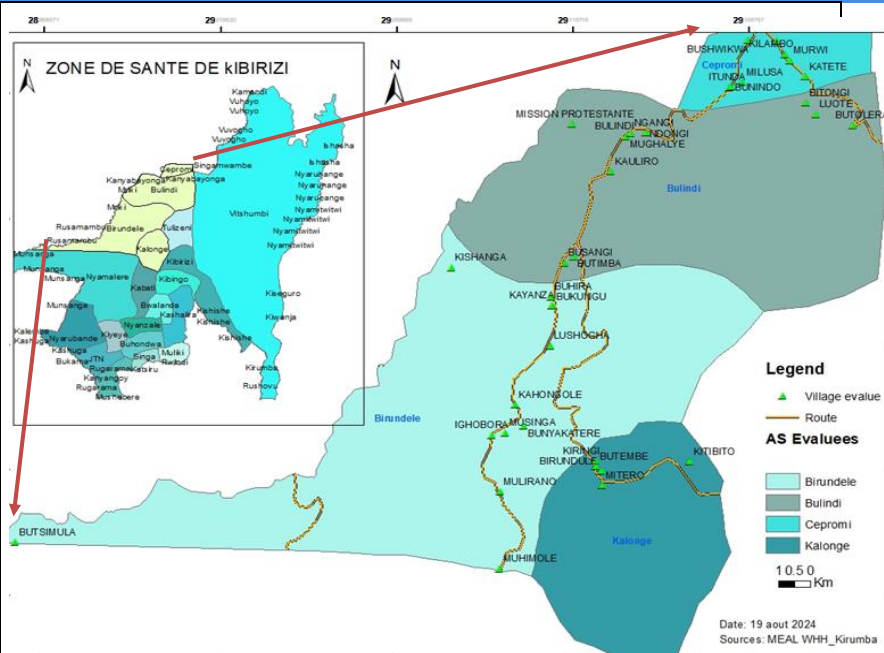


Lieu de l'ERM : réalisée dans les localités Iyobora, Birindule, Lusogha, Bulindi et Butalongola en Zone de santé de Kibirizi

Contexte

Description de la crise

À la suite des affrontements qui ont opposé le M23 de FARDC et alliés (VDP)(Wazalendo) au mois de juin 2024 dans le nord du territoire de Rutshuru, plusieurs localités du groupement Kanyabayonga en territoire de Rutshuru sont tombées sous le contrôle de M23 et au fur et à mesure que les combats s'intensifiaient sur la partie nord de Rutshuru, de nombreux résidents ont déserté leurs villages pour trouver refuge dans les communes rurales de Kanyabayonga, Kayna, Kirumba et plusieurs localités des zones de santé de Kayna Kaseghe et Alimbongo voire même Lubero et Butembo, au sud du territoire de Lubero, environ 442831 personnes se sont déplacés au courant du mois de juin. L'abandon par les FARDC de la ligne de front de Kanyabayonga et la position stratégique de Kasando a été à la base de la chute de toutes les agglomérations de nord du territoire de Rutshuru et presque toutes les grandes cités du Sud de territoire de Lubero sont passés sous contrôle de M23 à la fin du mois de juin 2024. Après le contrôle de ces entités par le M23, il s'est observé d'important mouvement retour de la population dans leur milieu d'origine durant le mois de juillet 2024. Selon l'alerte EhTools 5364, environ 10905 ménages (54525 personnes) sont retournés sur l'axe Mirangi-Iyobora-Birindure -Lusogha-Butalongola dans le groupement Kanyabayonga en zone de santé de Kibirizi. Ces retournés avaient fui les affrontements armés entre le M23 et FARDC et VDP/Wazalendo entre les mois de mai et juin 2024 pour se réfugier dans les territoires de Lubero (Zone de santé de Kayna : Miriki, Kirumba, Cité de Kanyabayonga...) dans le groupement Ikobo en ZS de Pinga, Walikale. Leur retour progressif après occupation de M23 des zones de refuges a commencé le 30 juin 2024 et s'est poursuivi au mois de juillet 2024 profitant de la période de trêve décrétée sur demande des Etats Unis d'Amérique pour 2 semaines qui par la suite a été prolongée de 2 semaines pour des fins humanitaires (5/07/2024 au 03/08/2024) mais également de la période de cessez le feu. Selon le point focal de veille humanitaire de la zone, ces retournés sont répartis dans les aires de santé / localités de Mirangi (3016 ménages, 56% de 5382 ménages avant la guerre) , Iyobora (379 ménages, 57% de 663 ménages avant la guerre) Birindure (2095 ménages 33% de 6403 ménages avant la guerre), Lusogha bubishi (4033 ménages, 53% de 7561 ménages avant la guerre) , Lusogha-Buheri (1102 ménages, 25% de 4412 ménages avant la guerre) , Bulindi (213 ménages, 14% de 1515 ménages avant la guerre) , Butalongola (67 ménages , 8% de 814 ménages avant la guerre). La majorité de ces retournés n'avaient pas été assistés dans les zones de déplacements ; ils ont besoin d'une assistance humanitaire dans tous les secteurs notamment en Santé, Vivres et AME, WASH et Abris. En réponse à cette alerte ehTool 5364 lancée par OCHA, WHH avec le financement de BHA a mené une Evaluation Rapide Multisectorielle dans les villages et localités cités ci-haut en zone de santé de Kibirizi du 12 au 17/08/2024. Au cours de cette mission, les équipes ont été déployées sur l'axe: Iyobora, Birindule, Lusogha, Bulindi pour y collecter les informations sur les besoins sectoriels exprimés par les retournés. Les résultats de cette évaluation ont permis de fournir des informations sur l'accessibilité, la sécurité, la situation relative à la protection, la santé, les Abris, l'eau, l'hygiène et assainissement, les articles ménagers essentiels ainsi que l'éducation. Pour plus d'informations, merci de contacter : MOISE MIHIGO, Responsable MEAL WELTHUNGERHILFE Kirumba, Courriel : MOISE.MIHIGO@welthungerhilfe.de Tel: +243 973611312 Lievin Selyabo, Chef de projets WELTHUNGERHILFE Courriel : Lievin.Selyabo@welthungerhilfe.de Tél: +243 993 023 779



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte EH5364 5364
Autres codes d'alerte

Date de début de crise 01/07/2024 14/06/2024
Date de fin de crise 01/08/2024 En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée 9197 1692
Taille moyenne ménages 6,6 -

Source : équipe d'évaluation
Accès physique Voiture
Accès sécuritaire Bon
Présence de la MONUSCO Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines RAS
Couverture tél. 30% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les participants aux groupes de discussions ont identifié diverses conséquences liées à cette crise notamment le déplacement massif de la population vers des zones estimées sécurisées (zone de retour); les difficultés d'accès à la nourriture car la plus part de leur stock de nourriture et bétails ont été perdus, pillés, volés, abandonnés lors des affrontements, il en est même pour leurs AME et ils manquent de moyens pour en racheter des nouveaux, l'interruption des études pour la plupart des enfants qui s'étaient déplacés depuis le mois de mai 2024, Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque des moyens financiers et cela fait que les soins deviennent chers dans la zone. 82% des retournés n'ont pas encore reçu aucune aide depuis leur venue. Ce qui accroît la précarité aux seins des nombreuses familles. Les retournés doivent trouver des moyens de subsistance pour pallier aux besoins urgents et croissants de leurs familles trop dépendantes des activités champêtre il s'est aussi remarqué quelques cas des enfants perdus de leur familles respectives et jusqu'à présent non encore retrouvés, quelques cas des latrines familiale ont été touchés par les projectiles de bombes notamment à Butalongola

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	19%	16%
6-17 ans	20%	19%
7 mois-5 ans	9%	10%
0-6 mois	3%	2%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	82%
Nutrition	1%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	8%
Santé	7%
Education	0%
Nourriture	2%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	2%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	302				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	0%	15%	-	83%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	18%	-	83%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	1%	34%	-	-	65%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	56%	-	-	-	44%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	96%	-	4%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	91%	-	9%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	75%	24%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	43%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	2%	21%	48%	29%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	54%	16%	8%	3%	14%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	5%	-	31%	-	64%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	28%	29%	22%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	55%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	77%	-	-	-	23%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	88%	-	-	-	12%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	38%	-	-	-	33%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	71%	-	26%	-	3%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	48%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au regard de la tendance actuel qui semble être calme à la suite de cesser le feu en cours signé entre le gouvernement de la RDC et celui du Rwanda, l'espoir d'un retour durable des ménages déplacés vers leur zone de provenance est encore là car des nouvelles vagues des personnes retournées continuent à être enregistré dans la zone de sante de Kibirizi mais le risque d'affrontements entre les belligérants (FARDC et M23) est encore élevé a par suite d'activismes des groupes arme allie au FARDC. Les derniers accrochages entre M23 et maimai yira à Kikuvo en date du 17 aout 2024, s'est solde par la destruction de campement militaire de maimai a Kikuvo on note aussi le renforcement des positions militaire de part et d'autre sur la ligne de front

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ⁴

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	90%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	8%
Vouchers / foires	30%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	46%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	2%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³
Fréquence max. possible: 30	
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	28
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	12
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	4
Abris	2
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	14
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	2
Santé	10
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	10
Ne sait pas	2
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

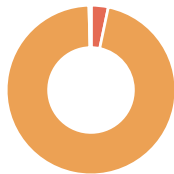
Méthodologie

La méthodologie utilisée est celle de la collecte mobile des données primaires par le biais de la boîte à outils ERM. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de téléphone androïde. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon de 120 ménages déterminé sur la base d'une population totale estimée à 26750 ménages et réparti de façon proportionnelle dans les six localités à évaluer selon la taille de la population de ces localités. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Les résultats des enquêtes ménages sont également complétés par les 15 entretiens avec les IC (représentants d'institutions éducationnelle, de centres de santé, et leaders communautaires (autorités locale et religieuse) et les 15 GDC qui ont été organisés dans les 6 villages ciblés avec les populations déplacés, retournés et population hôtes,

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	-
IC distance	Non	-	-	-
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Le déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	-
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		14/08/2024	13/08/2024	13/08/2024
Date de fin de l'enquête		17/08/2024	17/08/2024	17/08/2024
Organisation		Welthungerhilfe	Welthungerhilfe	Welthungerhilfe
Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Mirangi	5382	34	2	2
Iyobora	663	1	1	1
Birindule	6403	27	3	3
Lusogha	11973	46	3	2
Bulindi	1515	8	3	3
Butalongola	814	4	3	3
Total	-	26750	120	15

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	3%	12%	
■ Retournés	96%	88%	
■ Communauté hôte / autochtones	0%	0%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	302	202
Retournés	8859	1490
Communauté hôte / autochtones	37	0
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Analyse des mouvements de population

D'intense affrontement entre le M23 et les FARDC appuyées par les Wazalendo ont été signalé au début du mois de juin au sud de Kanyabayonga. D'important mouvement de la population a été signalé sur l'axe Mirangi-Ilyobora-Birundure - Lusogha-Butalongola vers la zone de sante de Kaina et Alimbongo. Après le contrôle de toutes les agglomérations de nord du territoire de Rutshuru et presque toutes les grandes cités du Sud de territoire de Lubero par le M23. Une accalmie s'est observée dans la zone de santé de Kibirizi depuis le début de la trêve humanitaire et le cesser le feu le 5 juin 2024. Ce qui a occasionné en fin juin 2024 des mouvements de retour de la majorité de la population de l'axe Mirangi-Ilyobora-Birundure -Lusogha-Butalongola . Selon les informations de l'alerte EH 5364, 10 905 ménages sont retourne dans leurs villages d'origine sur une population total de l'axe estime à 26750 ménages, ce qui représente 41% dans l'ensemble. Ces données différent fortement des résultats obtenus par les enquêtes ménages alors que l'enquête ménages nous renseigne que 9 197 ménages sont déjà retourne dans leurs villages d'origine, ce qui représente 34% par rapport au total de 26750 ménages, or les échanges de groupe de discussion communautaire confirment que 88% de la population locale serai déjà retourne et 96% selon l'enquête ménage.

L'exploitation des donnes de la population de la zone de sante de l'axe nous montre que l'estimation de la population de ce six villages évalué contenu dans l'alerte 5364 est beaucoup plus élevé que les données disponibles à la zone de sante, ce qui pourrai expliquer la différence de % de la population retourne

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

9197 1692

Taille moyenne des ménages (EM)

6,6 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

100% #DIV/0!

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

44% Ne sait pas

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

4037 -

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés
Retournés
Communauté hôte / autochtones
Réfugiés
Rapatriés/Expulsés
Total

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	1	7%	1	3%	2	4%
	>125 mm	9	93%	37	97%	46	96%
	MAG	1	7%	1	3%	2	4%

Filles de moins de 5 ans		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	0%	2	8%	2	4%
	>125 mm	19	100%	24	92%	43	96%
	MAG	0	0%	2	8%	2	4%

Enfants de moins de 5 ans		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	1	2%	3	5%	4	4%
	>125 mm	28	98%	61	95%	89	96%
	MAG	1	2%	3	5%	4	4%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	0	0%
185-230 mm	6	9%
>230 mm	61	91%
MAG	6	9%

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

Garçons de moins de 5 ans		< 2 ans	≥ 2 ans	Total
		n	n	n
	<115 mm	7	5	7
	115-125 mm	0	0	0
	MAG	7	5	7

Filles de moins de 5 ans		< 2 ans	≥ 2 ans	Total
		n	n	n
	<115 mm	4	3	4
	115-125 mm	36	22	36
	MAG	40	25	40

Enfants de moins de 5 ans		< 2 ans	≥ 2 ans	Total
		n	n	n
	<115 mm	11	8	11
	115-125 mm	36	22	36
	MAG	47	30	47

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	2
185-230 mm	55
MAG	56

Analyse Nutrition

Partant de ce tableau d'analyse des données, les résultats des enquêtes sur la prise de PB auprès des enfants de 6 à 59 mois dans les ménages révèlent 0% de MAS (aucun enfant n'a été détecté avec une malnutrition aigüe sévère, soit un PB inférieur à 115 mm) ; 4% de MAM, 96% des enfants dépistés dans les ménages visités ont un bon état nutritionnel soit avec un PB supérieur ou égale à 125 mm

Pour les FEFA, l'enquête a montré 0% de MAS et 9% de MAM et 91% des femmes dépistées pendant notre enquête ont un bon état nutritionnel. Toutefois, selon les informations tirées chez les informateurs clés (IC), il y aurait eu 25% des enfants de 6-59 mois admis dans les unités de prise en charge nutritionnel souffrent de la malnutrition aigüe sévère et 75% de ces enfants souffrent de la malnutrition aigüe modérée. Il en est de même pour les FEFA dont 3% de ces femmes souffrent de la malnutrition aigüe sévère et 97% souffrent de la malnutrition aigüe modérée. Les CS Birindule, Mulindi, Kilambo et Cepromi reçoivent un appui d'AFEDEM avec le financement de PAM pour la prise en charge de la malnutrition aigüe modérée (bien que de foi il enregistre une rupture lors de l'intervention). MEDAIR avec le financement de Fond humanitaire appui les CS Birindule et Bulindi en prise en charge de MAS, Sante plus avec le financement de l'UNICEF appui les CS Kilambo et

Cepromi en MAS

Bien qu'il y ait une présence des partenaires pour la prise en charge des cas de MAS et MAM, tous les cas ne sont pas captés, l'appel est ainsi lancé à d'autres partenaires du secteur pour l'appui aux autres centres de santé dont les besoins sont également exprimés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		16	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	75%	10	
Agriculture de subsistance	17%	16	
Agriculture de rente	1%	7	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	7	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	3	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	60%	-	
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	74%	-	
Non	26%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	20%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	7%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	29%	-	
Autre	9%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	16%	0	
Non	83%	16	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	19%	3	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	81%	13	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	


	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	51%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	30%	-	
Marché	23%	-	
Travail pour de la nourriture	42%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	1%	-	
Achat auprès d'un voisin	10%	-	
Petit commerce	5%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	10%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	20%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	3%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	83%	-	5
1-2 semaines	15%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	1%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	2	-	
Pour les adultes femmes	2	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (>28)	18%	-	3
Pauvre (≤28)	83%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	1%	-	1
Sous pression (<19)	34%	-	3
Crise / urgence (≥19)	66%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les besoins en sécurité alimentaire sont critiques : par manque des moyens, les ménages recourent alors à des travaux journaliers essentiellement champêtres sous rémunérés ; 75% des ménages vivent des travaux journaliers. 66% des ménages utilisent des stratégies de survie néfastes pour leur santé. En effet l'économie de la zone est beaucoup plus basée sur l'agriculture or plus de la moitié des champs de la zone et des bétails ont été affectés (vole, pillés) au cours des 3 derniers mois, Il faut également noter que l'accès à la nourriture est rendu difficile à cause de l'accès difficile à la terre, seuls 60 % ont accès à la terre ; 83% des ménages n'ont aucune réserve des nourritures alors que 84% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) inférieur à 28; Les échanges avec les IC montre que 81% des ménages perçoivent que la faim est importante dans la zone et la communauté manque les options nécessaires pour faire face à l'accès réduit à la nourriture

Par ailleurs, dans les différents villages évalués, la population a accès au marché à la hauteur de 74% mais évoque le dysfonctionnement du marché, la distance et la sécurité comme raison fondamentale qui limite l'accès au marché. Depuis leur retour la population n'a pas encore reçu une assistance

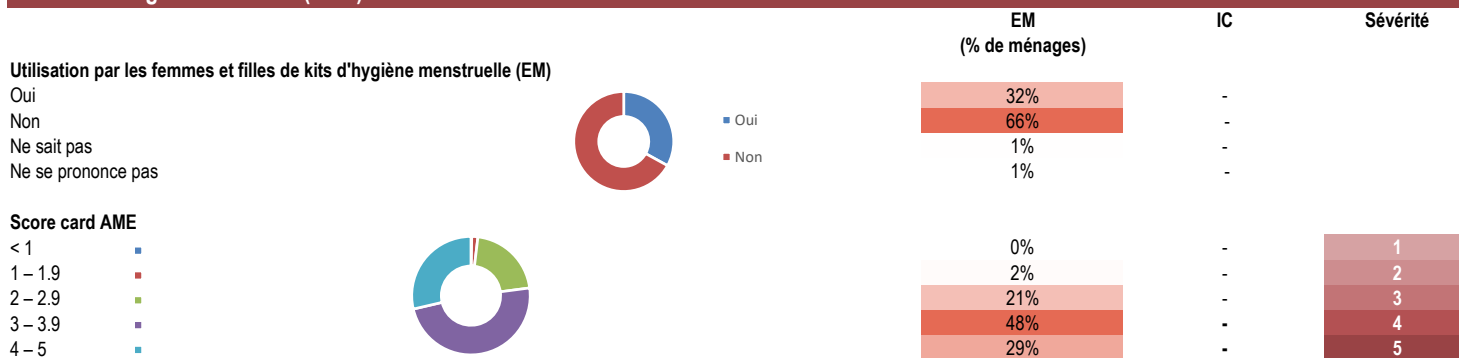
La population des zones évaluées a, ainsi exprimé, le besoin d'appui technique agricole et en semences améliorées. Le transfère monétaire est presque inexistant dans la zone, la population est appelée à parcourir des longs trajets pour pouvoir retirer l'argent virtuel. L'insécurité alimentaire ainsi observée dans la zone nécessite une réponse d'urgence et bien coordonnée en faveur des populations affectées

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		15	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	43%	-	
En famille d'accueil	3%	-	
Dans un site spontané	1%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	44%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	9%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	0%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	86%	15	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	14%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui , quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	43%	-	Sévérité 3
Non	57%	-	
Ne sait pas	0%	-	
 <p>Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</p>			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	39%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	36%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	8%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	2%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	3%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	9%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	1%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Les résultats des données collectées montrent que 86% des ménages retournés vivent dans des abris délabrés en matériaux locaux non durable et 14% des ménages vivent dans abri d'urgence non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence. 3% seulement sont en famille d'accueil, 43% vivent sur une parcelle ou un abri qui lui appartient, 44 % habitent seul sur une parcelle qu'ils louent, moins de la moitié des habitations ont été touchés par la crise (endommager ou détruite par de projectiles de bombes lancés par le belligérant lors des affrontements mais aussi des balles tirées par les deux parties) . Il sied de noter également que plusieurs membres des familles passent la nuit dans une même pièce, ce qui explique que 43% des ménages vivent dans une promiscuité de sévérité du niveau 3. Cette situation affecte la dignité et la morale dans la famille pour des enfant âgés et les parents qui sont obligés de dormir dans une même pièce d'où la nécessité d'une assistance en abris pour réduire cette situation de promiscuité qui favorise également la propagation de la gale.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Le manque d'articles ménagers essentiels est soulevé par tous les ménages interrogés, au moment de fuir leur village d'origine, les ménages n'avaient pas eu le temps d'emporter avec eux leurs AME. Ils ont rencontré des difficultés dans leur milieu de refuges et après leur retour dans leur milieu d'origine, les articles, les autres biens laisse sur place ont été volés, pillés par les assaillants lors des affrontements. Ils rencontrent des difficultés pour cuisiner, pour stocker de l'eau ou pour le couchage ; à leur retour. Comme l'indique les résultats d'enquête 48% des ménages ont un score-card AME qui se situe entre 3-3.9 et 29% un score de 4-5, ce qui est au-delà du seuil critique d'intervention. Une assistance en AMEs est recommandée

Pour les femmes et filles en âge de procréation les résultats montrent que 66% n'utilisent pas le kit d'hygiène intime ce qui les expose à des infections et des maladies contagieuses d'où la nécessité d'une assistance en KHII

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		25	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	4	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	4	
Source naturelle non-aménagée	-	2	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	1	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	77%	-	1
Source non-améliorée	19%	-	3
Eau de surface	3%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	55%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes		69%	-
De 31 minutes à 2 heures	69%	30%	-
Plus de 2 heures	2%	2%	-
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème		32%	0
Les points d'eau sont trop éloignés		24%	16
Les points d'eau sont difficiles d'accès		13%	15
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse		5%	12
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau		4%	1
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé		17%	4
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés		4%	7
L'eau est trop chère		2%	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau		43%	0
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)		6%	0
Autre		0%	0
Ne sait pas		0%	1

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		25	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	25%	-	
Les hommes adultes	8%	-	
Les femmes adultes	75%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	75%	-	
Les filles de moins de 18 ans	67%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	54%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	16%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	1%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	8%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	3%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	3%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	14%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	5%	-	1
Oui, eau seulement	31%	-	3
Non	64%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	45%	-	
Non	55%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	8%	-	
Non	92%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	21	
Eau stagnante	-	3	
Déchets solides domestiques	-	24	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		25	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	28%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	29%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défection à l'air libre	22%	-	5

Analyse EHA

77% des ménages utilisent l'eau de sources aménagés pour la boisson et d'autres usages contre 19% qui utilisent des sources non améliorées à cause de manque de récipients pour stocker l'eau (43%), ce qui concorde avec les besoins importants en articles ménagers essentiels,

La plupart de sources aménagé de 2012 voient leur débit chuté au fil de temps (0,01 à 0,05 litre /seconde), d'autre ont tarié comme celle de Bulindi, l'entretien de l'adduction d'eau de Lusogha fait défaut; 68% des ménages ont accès à plus de 15 litres d'eau par jour/personne; (conforme aux standards SPHERE).

Par ailleurs, 64% de ménages ne disposent pas de dispositif de lavage des mains, 31% n'avaient pas de savon au moment de l'enquête. Seule une minorité de ménages (3%) disposent le dispositif de lavage de main du savon et l'eau.

En outre 28% de ménages disposent des latrines non améliorées et partagé par 4 ménages et plus, 29% ont des latrines non améliorées et partager par plus de 4 ménages et plus et 22% n'ont pas de latrine et il défèque à l'aire libre.

Autres problèmes d'assainissement observés: la présence des matières fécales dans les cours des ménages (21%) et déchets solides domestiques (24%)

Le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans est très élevé (55%), avec une sévérité 3 dans les zones évaluées.

Welthungerhilfe prévoit dans la cadre de son intervention construire 300 latrine familiale reparti dans les localités de Iyobora, Bulindi et Birindule ainsi que la promotion de bonnes pratiques d'hygiène

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

25

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	85%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	13%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	88%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	5%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	7%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	76%	-
Entre 1 heure et 2 heures	14%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	10%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	25
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		25	

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²

Pas de problèmes	-	3
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	3
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	17
Manque de médicaments	-	16
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	13
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0
Autre	-	4
Ne sais pas	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	55%	-	3
Fièvre	76%	-	
Toux	61%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	61%	-
Non	21%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	286	285
Infection Respiratoire Aigue	129	129
Diarrhées aiguës	69	69
Typhoïde	0	9
Malnutrition aigue globale	143	143
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré / Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Non consensus

Analyse Santé

Dans les différents villages évalués, 76% des structures sanitaires sont situées à moins de 1 heure de marche à pied. Certaines structures sanitaires sont dans l'incapacité de réponse (manque de médicaments et de personnes médical qualifié) par manque d'appui. Pendant les enquêtes ménages, en moyenne 87% des ménages ont souligné qu'ils partent aux structures de santé pour se faire soigner tandis que 10% reste à la maison et se soigne soi-même par manque de moyens financiers pour payer les factures de soins et médicaments jugées exorbitantes. Il faut, cependant, noter 21% des ménages retournés ne dorment pas sous moustiquaires. D'après les professionnels de santé contactés, les maladies les plus courantes dans la zone sont : le paludisme, la malnutrition aigue globale (MAG), les infections respiratoires aiguës (IRA), les diarrhées aiguës. Les enquêtes ménages font état de 76% d'enfants de moins de 5 ans sur l'axe ayant souffert de la fièvre au cours des deux semaines précédant l'enquête, 61% de toux 55% de la diarrhée. les CS. MEDAIR avec le financement de Fond humanitaire appui les CS Birindule et Bulindi en appui globale médicament, prestataire, etc), CICR appui les CS Cepromi en paquet complémentaire et la CRRDC appui le CS Kilabambo

Bien qu'il y ait une présence des partenaires pour l'appui globale, l'appel est ainsi lancé à d'autres partenaires du secteur pour l'appui aux autres centres de santé dont les besoins sont également

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			21
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	23%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	6	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	12%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	6	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	12	13	10
Meurtre	6	3	7
Mutilations / coups et blessures	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0
Violences sexuelles	1	8	3
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	7	3	7
Blessés / morts dus aux mines	3	2	2
Mariage forcé / précoce	0	0	0
Violences conjugales	0	0	3
Séparation des familles	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0
Travaux forcés	0	0	0
Autre	1	0	0
Ne sait pas	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	12%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	8%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	25%	-
Pas de cas dans le ménage	57%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	21%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	9%	-
Travail forcé	8%	-
Pas de cas dans le ménage	67%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 21	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	31%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	22%	-	
Viol	35%	-	
Agression sexuelle	17%	-	
Violence physique ou harcèlement	4%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	12%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	15	
Ne se prononce pas	-	15	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Non	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	4	
Accapement des terres	-	17	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	7	
Accès à la terre pour les PDI	-	3	
Augmentation du coût du loyer	-	12	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	7	
Destruction des cultures ou des animaux	-	5	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

D'après les résultats des enquêtes ménages les incidents les plus rapportés dans la zone sont : violence physique ou harcèlement(21%), travaux forcés (25%), recrutement de force dans les groupes armes ou force armées pour les garçons(8%), et mariage forcé pour les filles(9%),.. Selon des informations reçues des informateurs clés, 35% des ménages rapporte sur le cas de viol, 17% sur le cas d'agression sexuel, et 12% sur l'abus émotionnel / psychologique. Il est important de noter que la majorité des informateurs clés n'a pas souhaité s'exprimer au sujet de la perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés. Les tensions sociales liées à la terre ont cependant été rapportées par 17% des ménages enquêtés au sujet de l'accapement des terres ; 12% des ménages enquêtés au sujet de de l'augmentation du coût du loyer

Par ailleurs, 23% de ménages accueillent au moins un enfant non accompagné, 12% hébergent au moins une personne en situation de handicap,

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Éducation			
		23	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	71%	-	1
Plus de 1 heure	26%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	3%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	4%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	19	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	34%	-	
Filles (Primaire)	35%	-	
Garçons (Secondaire)	58%	-	
Filles (Secondaire)	63%	-	
Total	48%	-	3
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	22%	-	
Ecole trop éloignée	5%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	56%	-	
Destruction de l'école	5%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	2%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	5%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	17	23
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	5	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	1	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
17	23
0	0
5	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
1	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	82%
Avant la crise	-	83%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	82%
Avant la crise	-	83%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	76,5
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	78

Analyse Education

Les résultats de l'enquête ont montré la présence des infrastructures écolière dans la zone (la période de l'enquête a coïncidé avec la période de vacance) : 71% de ménages enquêtés ont confirmé la présence d'une école à moins d'une heure de marche; 4% de ces Ecoles ont été occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées. 48% de ménages déclare qu'aucun enfant n'est aller à l'école au cours de l'année écoulés. Ceci était dû à l'interruption à la suite des mouvements /retour (56%) ; manque de moyens financiers pour payer l'école (22%) ainsi qu'à la distance longue entre l'école et l'habitation (5%). Généralement, dans les écoles primaires, l'accès à l'éducation est gratuit. Cependant, la plupart des enfants ne fréquentaient pas les écoles faute de fournitures scolaires. La réponse en éducation devrait essentiellement consister en la distribution des fournitures des kits scolaires pour les ménages retournes. BIFERD, NRC, GHOVODI ont eu une intervention dans le passe

L'appel est lancé aux acteurs de l'éducation afin d'approfondir la problématique observée dans la zone et d'apporter une réponse adéquate.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		30	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	82%	-	
Nutrition	1%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	8%	0	
Santé	7%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	2%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	2%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	28	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	12	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	4	
Abris	-	2	
AME	-	14	
EHA	-	2	
Santé	-	10	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	10	
Ne sait pas	-	2	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	90%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	8%	-	
Vouchers / foires	30%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	46%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	2%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	6%	-
Où recevoir l'assistance	37%	-
	37%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	8%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	25%	-
Comment donner son feedback	10%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	16%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	4%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	14%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	22%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	66%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	13%	-
SMS	2%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	12%	-
Crieurs publics avec mégaphones	37%	-
Au travers des leaders communautaires	37%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	2%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	14%	-
Boîte à plaintes	94%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	45%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	7%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	9%	-
Au travers des leaders communautaires	20%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	1%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les résultats des enquêtes ont révélé que 90% de ménages enquêtés préfèrent le cash en physique (espèce) et 46% préfèrent l'assistance en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.). Selon les informateurs clés, les besoins prioritaires sont placés par ordre de priorité les secteurs ci-dessous 1. la nourriture, 2. les articles ménagers essentiels (AME), 3. le moyen de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.) et 4. la santé. 82% de ménages enquêtés n'ont pas encore reçu l'assistance depuis le début de la crise. Pour des raisons de redevabilité, de différentes modalités de retour de plaintes sont préférées par la population, notamment : boîte à plainte (94%) ; face à face avec un travailleur humanitaire (45%), à travers des leaders communautaires et par appel téléphonique. Par rapport aux besoins d'information, il est important de tenir la communauté informée particulièrement par rapport à : où recevoir l'assistance, comment s'enregistrer pour l'assistance, qui est ciblé et Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection. Pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire, différents moyens sont préférés par les ménages notamment : face à face avec un travailleur humanitaire (66%) ; Crieurs publics avec mégaphones (37%) ; à travers des leaders communautaires (37%) et par appel téléphonique (22%)

Conclusions générales et commentaires

Au regard de résultats des analyses, la sévérité des besoins en sécurité alimentaire (nourriture) ; en articles ménagers essentiels (AME) et au moyen de subsistance est particulièrement élevée sans ignorer les besoins en santé et nutrition. La majorité des retournés sont restés sans assistances depuis leur retour dans leur milieu d'origine (juillet 2024) et leur situation ne s'améliore pas. Les ménages recourent à des stratégies de survie pour avoir accès à la nourriture, ils sont dépourvus d'articles ménagers essentiels. Une réponse multisectorielle paraît être plus appropriée afin de répondre à plusieurs besoins identifiés et exprimés par une grande partie de la population même si certains besoins apparaissent prioritaires par rapport aux autres. Au même moment, des réponses sectorielles WASH (surtout une réponse en assainissement en raison du mauvais état des latrines dans la communauté) et santé (notamment l'approvisionnement en médicaments et un partenaire pour assurer la gratuité de soins) seraient également très pertinentes ; on recommande de mener des évaluations sectorielles

1.Sécurité alimentaire(nourriture)(Priorité 1)

Une assistance alimentaire est recommandée tant pour la population retournée que pour la population autochtone pour soulager cette communauté qui fait face à cette crise (perte de son stock de nourriture, vol de ses bétails. Sur l'ensemble de 6 villages évalués, Welthungerhilfe va assister 4000 ménages réparties dans 3 villages : Bulindi, Iyobora et Birindule. Un Gap de 3 autres villages est à couvrir par ceux qui ont des capacités

2.AME (d'articles ménagers essentiels)(Priorité 2)

Ayant perdu les articles ménagers essentiels lors de déplacement mais également par vol et pillage perpétré par les belligérants lors des affrontements de mai-juin dernier). Les ménages retournés sont dépourvus des AME. Ainsi nous recommandons une assistance en AME, de préférence en espèces ou sous forme de foire, afin que les bénéficiaires puissent se procurer les AME dont ils ont besoin.

3.Sécurité alimentaire : Moyen de subsistance)(Priorité 3)

Compte tenu des problèmes de qualité des semences rencontrés par la population, un soutien en culture vivrière et maraichère sous forme de distribution des intrants agricoles et accompagné de formations sur les pratiques culturales pour les ménages pratiquant l'agriculture et ayant accès des terres pourrait également être envisagé. Pour les ménages ayant perdu accès à leur terre arable, un plaidoyer pourrait être mis en œuvre afin de promouvoir la résolution des conflits fonciers entre les concessionnaires et les populations locales. Sur l'ensemble de 6 villages évalués, Welthungerhilfe va assister 5444 ménages réparties dans 4 villages dont 2 de l'axe évalué (Bulindi et Birindule) et deux anciens villages d'intervention de WHH (Cepromi et Kilambo) dans son projet de résilience qui a reçu un financement additionnel. L'appel est ainsi lancé à d'autres partenaires du secteur pour couvrir le Gap de 4 autres villages

4.Santé (Priorité 4)

Bien qu'il y ait une présence des partenaires pour l'appui globale, l'appel est ainsi lancé à d'autres partenaires du secteur pour l'appui aux autres centres de santé dont les besoins sont également exprimés

5.Education

Nous recommandons une distribution de matériel scolaire en nature pour encourager la scolarisation des enfants retournés au début de l'année scolaire qui pointe à l'horizon. Les partenaires actifs dans le domaine de l'éducation pourraient aussi envisager la mise en œuvre de réhabilitations ou de constructions d'écoles afin de permettre aux élèves de suivre les enseignements dans des conditions adaptées.

6.Nutrition

Bien qu'il y ait une présence des partenaires pour la prise en charge des cas de MAS et MAM, tous les cas ne sont pas captés, l'appel est ainsi lancé à d'autres partenaires du secteur pour l'appui aux autres centres de santé dont les besoins sont également exprimés.

7.Wash

Au vu de ces résultats, nous recommandons la construction de nouveaux points d'eau. Une sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement ainsi qu'un appui aux ménages dans la construction de latrines familiales est aussi recommandé, ainsi que la distribution de kits d'hygiène intime.

8.Abris

Nous recommandons la réhabilitation des abris pour les ménages autochtones les plus vulnérables pourrait également être envisagée

9.Protection

Effectuer un plaidoyer auprès des concessionnaires de terre afin de régler les conflits fonciers existants sur la zone.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en entête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets).

Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seuil. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)